

# LE TEMPS

---

L'invité Lundi 18 février 2013

## L'immense potentiel de croissance de l'Afrique subsaharienne reste méconnu

Par Anton Schaad

**Les places boursières de la région subsaharienne en sont encore à leurs balbutiements et même les plus grandes, comme la bourse du Nigeria ou celle du Kenya, ne sont pas très liquides. Mais elles sont en pleine évolution**

Gérant du fonds African Dawn, Hyposwiss Private Bank

Alors que les taux de croissance des pays du G7 sont en repli et que certains marchés émergents bien établis s'essoufflent, l'Afrique commence à apparaître sur l'écran radar des investisseurs internationaux. En témoigne la prolifération des conférences africaines à New York par exemple, ou encore l'Africa CEO Forum organisé à Genève en novembre dernier. Toutefois, l'Afrique se compose de 54 pays qu'il convient de distinguer. En termes de croissance, la région la plus attrayante se trouve au sud du Sahara et comprend des pays comme le Nigeria, le Kenya, le Botswana, le Ghana et la Zambie (réunis ci-après sous le nom d'Afrique subsaharienne).

L'Afrique du Sud elle-même, la plus grande économie africaine, a déjà acquis un statut d'économie semi-développée. Avec des taux de croissance d'environ 3%, elle se classe même parmi les nations dites BRICS (Brésil, Inde, Chine, Russie, Afrique du Sud). Sa bourse a connu une forte hausse et les cotations ont déjà nettement dépassé les niveaux affichés avant la crise financière. Les placements intéressants sont, pour la plupart, axés sur des entreprises qui investissent dans les pays subsahariens faiblement développés.

En Afrique subsaharienne, les taux de croissance du PIB réel de la plupart des pays se situent autour de 5 à 6% depuis 10 ans et devraient se maintenir à 6% dans les années à venir. Pour 2013, les estimations du FMI s'échelonnent de 5,5% au Kenya à 7,4% au Nigeria. Les taux d'inflation ont chuté (moins de 4% au Kenya) et le pourcentage de la dette publique dans le PIB est faible (moins de 20% au Nigeria). La plupart des pays subsahariens connaissent une profonde transition sociale, économique et politique. L'évolution démographique favorable et la présence d'une nouvelle génération mieux informée et mieux formée figurent parmi les principaux facteurs de changement. 60% de la population possède au moins une carte SIM et la propagation rapide des téléphones portables permet à chacun d'accéder aux données et aux méthodes commerciales les plus efficaces. Par exemple, le Kenya fait figure de pionnier à l'échelle mondiale en matière de services bancaires sur appareils mobiles.

L'amélioration progressive de la gouvernance politique et d'entreprise est un ingrédient supplémentaire confirmant la mise en place de ce changement. De nombreux pays subsahariens ont organisé des élections démocratiques l'an passé et le nombre de conflits accompagnés de flambées de violence a considérablement diminué au cours des dix dernières années. On observe également une amélioration de la transparence et de la fiabilité des relations commerciales. La plupart des pays subsahariens sont riches en ressources naturelles et l'exploitation de ces ressources continue d'alimenter leur croissance. L'accroissement du revenu par habitant et la progression de l'urbanisation

ont entraîné l'émergence d'une classe moyenne. Associé à la création de zones économiques et au développement des échanges commerciaux intra-africains, le marché en plein essor de la consommation constitue néanmoins le réel moteur d'une croissance durable et autonome à l'avenir. Les afflux de capitaux étrangers ont jusqu'à présent constitué, et continueront de constituer, l'un des principaux moteurs de croissance. La Chine a été l'un des premiers gros investisseurs en Afrique subsaharienne, principalement dans le secteur minier. Aujourd'hui, de nombreux autres pays et un nombre croissant d'entreprises multinationales investissent dans la région. Les flux d'investissements directs étrangers s'orientent également vers l'agriculture et les infrastructures. Ces dernières sont l'un des points faibles de l'Afrique subsaharienne. Les voies de circulation et les réseaux de distribution d'électricité sont dans un état déplorable. Un nombre croissant de gouvernements subsahariens prennent conscience à présent de l'importance des infrastructures et accentuent les investissements dans ce pilier essentiel du développement. Le Nigeria s'efforce aujourd'hui d'inverser les effets que de nombreuses années de négligence ont eus sur les infrastructures et s'est engagé à consacrer plus de 3 milliards de dollars à la construction de lignes ferroviaires.

Les places boursières de la région subsaharienne en sont encore à leurs balbutiements et même les plus grandes, comme la bourse du Nigeria ou celle du Kenya, ne sont pas très liquides. Mais elles sont en pleine évolution: la bourse nigérienne a progressé de 30% en 2012 mais elle est quand même inférieure de 60% aux sommets affichés avant la crise financière. Bien entendu, des risques considérables existent également, principalement sur le plan politique. Mais, en général, ces risques sont fortement surestimés et l'immense potentiel de croissance de l'Afrique subsaharienne reste méconnu. Pour les investisseurs disposés à prendre des risques, les marchés boursiers subsahariens présentent un potentiel de rendement attrayant au cours des trois à cinq prochaines années.